



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2721>

# Des retraité-es malmené-es

- Société -

Date de mise en ligne : lundi 14 janvier 2019

---

L'École Émancipée

---

D'abord par un gouvernement qui les considère comme des privilégié-es qu'on peut plumer sans vergogne. Mais malmené-es aussi par des directions syndicales pas toujours très respectueuses de celles et ceux qu'on est pourtant bien content de compter dans les rangs des manifestant-es. Ainsi, depuis le début de l'été ont-ils/elles dû subir :

- une tentative de débauchage de la CFDT qui cherchait à fissurer le front syndical commun incarné par le « G9 » ;
- l'initiative mal venue et absolument non concertée de la CGT plaquant la journée interprofessionnelle du 9 octobre sur une journée d'action « retraité-es » prévue de longue date ;
- le signal ambigu envoyé par la FSU décidant début octobre d'appeler à l'action le 12 novembre avec des organisations que les retraité-es ne voient que très rarement, voire jamais, à leur côté lorsqu'il s'agit de se battre contre la politique gouvernementale.

D'où le calendrier pour le moins acrobatique auquel ils/elles ont dû s'adapter en se mobilisant le 3, le 9 puis le 18 octobre selon des modalités variables mais avec finalement un taux de participation satisfaisant (même s'il aurait été plus élevé avec un calendrier moins chamboulé).

### **Mais des retraité-es mobilisé-es**

De leur côté, existe indéniablement une dynamique non seulement unitaire mais qui tend aujourd'hui à s'élargir. Les raisons en sont multiples. On pense spontanément à la violence des attaques qu'ils/elles subissent. Mais cela n'explique rien (le reste de la population laborieuse subi le même sort, ce n'est pas pour cela - hélas - qu'elle se mobilise pour autant). L'explication est donc à rechercher ailleurs. Cette dynamique tient d'abord aux traditions d'une génération qui a connu de grandes vagues de luttes syndicales. Elle s'explique aussi par le fort sentiment d'appartenance de cette génération au « mouvement ouvrier » qui se vérifie dans leur présence en nombre dans les mobilisations des actif-ves. Plus prosaïquement c'est vrai, leur disponibilité peut être plus grande et l'impact financier plus réduit. Sans doute aussi sont-ils/elles moins impacté-es par les « querelles de boutique » générées par la proximité des élections professionnelles. Mais, et ceci est de loin le point essentiel, la politique du « G9 » a joué un rôle important : réunissant l'ensemble des OS (à l'exclusion de l'UNSA et de la CFDT) ainsi que d'autres organisations comme la FGR-FP, celui-ci est parvenu à maintenir et développer une politique de mobilisation unitaire et sans concession vis-à-vis du pouvoir.

C'est cette politique salutaire qui fait qu'aujourd'hui se joignent au G9 (notamment le 18) de nouvelles forces associatives et syndicales de retraité-es (postiers, gendarmes, policiers, marins, agriculteurs, commerçants...) sans concession sur le contenu des revendications et les modalités d'action. Au point que l'UNSA a été obligée de se joindre à ce mouvement, seule la CFDT restant dans son superbe isolement... du côté du gouvernement.

*Cette dynamique n'est pas sans résultat*

Certes, on est très loin du compte, mais par les temps qui courent... Le fait est que le gouvernement est ébranlé.

Signe de cette inquiétude, un groupe de 20 parlementaires LREM godillots (toutes les audiences obtenues localement auprès d'eux par le G9 sont l'occasion de vérifier leur ignorance crasse du dossier) s'est senti obligé de déposer un amendement au PLFSS visant à minorer la hausse de la CSG sur les petites retraites ; ce qu'Agnès Buzyn admet dans « Les Echos » du 22 octobre lorsqu'elle reconnaît que « les parlementaires sont évidemment très sollicités par les électeurs sur le sujet ».

C'est peu, sans doute, mais c'est un signe qui ne trompe pas : l'inquiétude gagne le sommet de l'État qui craint de

perdre l'appui d'un électorat indispensable. Dans un tel contexte, ce n'est pas le moment de lâcher. Au moins sur le dossier « retraité-es », le gouvernement commence à se sentir un peu aux abois. Et ceci donne du tonus à des retraité-es qui manifestement n'ont pas l'intention de déposer les armes. Le G9 a la responsabilité de les appeler à rester mobilisé-es et de proposer de nouvelles initiatives, y compris en solidarité avec les actif-ves sur le dossier « retraite ». Ĩ

Jean-Marie Canu